

Projet d'une unité de méthanisation : ABIVIA Gers communique



Projet d'une unité de méthanisation : ABIVIA Gers communique

L'association ABIVIA Gers est engagée auprès des habitants de la vallée de l'Osse et du Lizet pour lutter contre le projet d'une unité de méthanisation porté par la société Biogazcogne.

ABIVIA est membre du **Collectif National de Vigilance Méthanisation Canal Historique** qui collabore étroitement avec le **Collectif Scientifique National de Méthanisation Raisonnée**.

Ces derniers étaient en audio conférence (covid oblige), ce mercredi 13 janvier, avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (la Direction Energie Climat et la Direction Prévention des Risques)

Voici le communiqué de presse qu' a rédigé le CNVMch en vue de cette réunion.

Nous reviendrons dans un prochain article sur l'association ABIVIA Gers au cours d'un échange avec ses responsables.



Communiqué de presse du CNVMch :



Le 28 janvier 2019 des représentants du Collectif National Vigilance Méthanisation, accompagnés du coordinateur du Collectif Scientifique National Méthanisation raisonnée étaient reçus au Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.

Ils alertaient ainsi déjà les responsables politiques, au plus haut niveau, quant aux pollutions des eaux de surfaces et souterraines, à la pollution de l'air, la pollution et la contamination des terres nourricières et la condamnation des populations riveraines des unités de méthanisation à devoir supporter l'insupportable. L'ensemble sur un fond écocide de baisse de biodiversité des sols, une résorption de seulement 10 % des masses de déchets, une intensification massive des cultures énergétiques, menant à une perte de souveraineté alimentaire.

Ils montraient aussi le gain énergétique ridicule obtenu par ce procédé carboné, donnant lieu à plus d'émissions de gaz à effet de serre que le gaz naturel, et obligeant une mobilisation inconcevable des terres nourricières à des fins énergétiques. Avec comme conséquences premières des concurrences déloyales entre agriculteurs, éleveurs et grands groupes gaziers.

Depuis leurs alertes de 2019 la situation n'a fait qu'empirer. Les promesses de rencontre avec l'ADEME, GrDF et autres acteurs, non pas été tenues.

Cet été, 180 000 personnes ont été privées d'eau potable dans le Finistère en raison du déversement de digestats de méthanisation dans une rivière. A Dampierre, (Aube), Salers (Cantal) et ailleurs des accidents similaires de pollution ont été observés. Avec dans quelques cas comme à Dampierre, des situations ubuesques où le préfet a demandé à l'énergiculteur d'évaluer lui-même sa propre pollution, passant du statut de pollueur-payeur à celui de pollueur-absolueur.

Un peu partout en France des riverains ont été impactés par des accidents mettant en cause des méthaniseurs : incendies, fuites de gaz à effet de serre, fuites de méthane sur des conduites ou des postes à injection, déversements de matières dans les rivières, infiltrations dans les nappes phréatiques, pollution de l'air par les torchères et les épandages (azote ammoniacale), pollutions sonores et aériennes par les moteurs de cogénération et leurs gaz d'échappement, odeurs pestilentielles de décomposition des matières etc. Dans la très grande majorité des cas, ce sont les riverains et non le personnel du site qui donnent l'alerte ...

La méthanisation n'est pas du tout ce que nous en dit la publicité exacerbée actuelle, elle n'est ni bio, ni vertueuse, ni issue d'une économie circulaire. Au contraire elle génère une augmentation des élevages industriels, de centaines de milliers d'hectares de cultures dédiées, et génère une quantité de faux déchets sur lesquels on fait silence. L'habillant de termes vertueux comme « amendement » ou « fertilisant », on veut faire oublier que les digestats sont peu bioassimilables, très lessivables, et s'évaporent à tout va. De plus, ils contiennent toutes les matières non fermentées potentiellement présentes dans les intrants de méthanisation, antibiotiques, pesticides, perturbateurs endocriniens, hormones, micro et nano plastiques, éléments traces métalliques etc. Ces digestats seront ensuite épandus sur des terres nourricières et par lessivage finissent dans nos rivières, nappes phréatiques et nos captages d'eau potable.

Le coordonnateur du CSNM s'est également entretenu avec des Conseillers Généraux de l'État et les Conseillers du Ministère de l'Economie et des Finances en octobre et décembre 2020. Il a pu soulever le caractère inconsidéré des subventionnements mis en jeu que ce soit à la construction des méthaniseurs (plus de 600 000€ de subventions par emploi direct créé) ou au rachat du gaz, créant toutes les conditions d'apparition de bulles spéculatives dans un avenir proche.

Ce 13 janvier 2021, en raison de la Covid 19, c'est en audioconférence que nous nous entretiendrons (membres du CSNM et de ce qui est devenu le CNVM ch), avec la direction Énergie Climat et la direction Risques sanitaires et environnementaux du Ministère de la Transition Énergétique.

Nous pointerons du doigt le fait que toutes ces usines à gaz, classées ICPE, sont en « autocontrôle », autant dire sans contrôle, puisque les accidents sont censés être déclarés par les responsables d'usines eux-mêmes.

Malgré un travail considérable, le recensement des accidents sur la base de données du gouvernement (BARPI-ARIA) est en complet décalage par rapport au terrain et aux articles de journaux les relatant ... La remonté des accidents ne doit pas porter atteinte à la « jeune filière »... La base de données du CSNM recense 244 accidents sur 158 sites en France métropolitaine. Dès lors il n'est pas étonnant de retrouver plus de 250 000 signataires de pétitions, et plus de 200 associations de riverains mécontents.

Des organismes tels que Solagro, GrDF, Selectra, annoncent des nombres de méthaniseurs ahurissants pour l'horizon 2050, sur des fonds de neutralité carbone. 10 000, 15 000 ... méthaniseurs, qui viendront monopoliser les surfaces cultivables, à grands renforts d'importation de tourteaux de soja pour nos élevages, ou de résidus de palmes.

Et la neutralité carbone dans tout ça ?

Et bien c'est finalement assez simple pour une fois. Lors de la synthèse du biogaz, ou lors de la combustion du méthane, bio ou pas, ce bon vieux CO2 résultant ira à 75 % s'accumuler dans l'atmosphère pour échauffer un peu plus les esprits, et acidifier les océans au grand dam des coraux.

Les membres du bureau :

Les membres du CNVMCh : Sébastien Almagro, Patrick Bisbrouck, Anne Danjou, François Gillet, Jacqueline Mollé, Anne Viallèle

Les membres du CSNM : Daniel Chateigner, Jean-Pierre Le Lan

Les Représentants du CNVM-ch

Pour le Nord -Ouest : Anne Danjou / Bien vivre en Anjou / assobienvivreenanjou@gmail.com

Pour le Sud -Est : Anne Viallèle / Vivre à Puisieux / vivreapuisieux51@orange.fr Tél : 0688358685

Pour le Nord-Est : Sébastien Almagro / ACDPN (51) / Association citoyenne de défense de la nature et des personnes contre la pollution et les nuisances / contact@acdpn.fr

Pour le Sud-Ouest : François Gillet / Mégane Izater (46) 46metha@gmail.com

CSNM (Collectif Scientifique National Méthanisation raisonnée)

Coordonnateur du CSNM : Daniel Chateigner / csnmraison@gmail.com Tél :0231452611

Liens vers le site du CNSMch et vers la page facebook :

<https://www.cnmch.fr/>

<https://www.facebook.com/Collectif-National-Vigilance-M%C3%A9thanisation-canal-historique-112787543856463/>